

Palestine

s o l i d a r i t é **44**

Edito

n°29 – automne 2009

Il reste des murs à abattre

Le monde vient de célébrer l'anniversaire de la chute d'un mur qui a marqué les décennies d'après-guerre, mais s'est-il interrogé sur les murs qu'il reste encore à abattre ? Les Palestiniens viennent nous rappeler qu'un mur s'étend à leurs dépens.

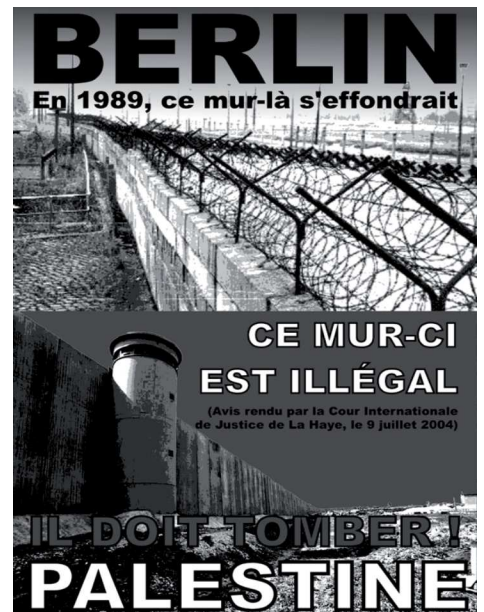
Contrairement à celui de Berlin, ce mur d'annexion ne sépare pas un peuple sur une ligne reconnue, mais suit un tracé empiétant largement en territoire palestinien. Israël ne le construit pas pour se protéger, mais pour développer ses colonies et interdire toute construction d'un État palestinien viable.

C'est un mur d'apartheid qui épouse en effet les contours des colonies pour les intégrer à Israël ; il en va de même avec les sources d'eau pour assoiffer les Palestiniens. Il n'est qu'un des maillons d'un plan plus vaste - le Grand Israël de la Méditerranée au Jourdain - comprenant expulsion des Palestiniens et accaparement de leurs maisons et de leurs terres. C'est le cas à Jérusalem-Est où les expulsions se multiplient en ce moment pour judaïser la ville palestinienne. C'est également le cas dans toute la Cisjordanie et notamment dans la vallée du Jourdain, avec un développement ininterrompu des colonies qui exploitent illégalement les terres palestiniennes pour exporter des produits en Europe !

L'ancien mur de Berlin a fait la « une » de nos journaux, ce n'est pas le cas de celui qui se construit en Cisjordanie ou de celui qui enferme Gaza.

Les grandes puissances ont depuis longtemps soutenu ou composé avec Israël, malgré la condamnation de son mur d'annexion par la Cour Internationale de Justice. Les Palestiniens viennent symboliquement d'en démonter quelques éléments, et nous appellent à soutenir leur combat pour stopper non seulement le mur, mais la colonisation, l'occupation et le blocus de Gaza.

Devant l'inaction de la communauté internationale et l'impunité de la politique israélienne, ce combat prend pour nous la forme d'une campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions, à la demande de la société civile palestinienne.



AFPS

Maison des Associations
21 allée Baco
44000 Nantes
02 51 72 01 23
afpsnantes@wanadoo.fr
Permanences :
lundi 18 - 20 h
www.france-palestine.org

Boycott Désinvestissement

A l'initiative de plus de 172 organisations palestiniennes, la campagne de Boycott - Désinvestissement - Sanctions est maintenant lancée depuis plusieurs mois en France et en Europe. L'objectif est de faire pression sur Israël et sur les grandes puissances pour que cessent le blocus de Gaza, la colonisation, l'occupation... et que le Droit international soit respecté. Elle est relayée en France notamment par un Collectif National et sur le département par la plateforme des ONG pour la Palestine.

« Le Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens s'est attaché depuis sa fondation à organiser les mobilisations unitaires pour le respect du droit international et en solidarité avec le peuple palestinien [...]. Notre collectif s'est ainsi engagé dans la campagne palestinienne contre le Mur d'annexion israélien et pour la suspension des accords d'association Union Européenne-Israël.

Quatre ans après l'avis de la Cour Internationale de Justice qui proclame l'illégalité du Mur et de la colonisation, force est de constater que nos gouvernements n'ont pas pris les mesures nécessaires pour contraindre l'État d'Israël à se plier au Droit

international. En refusant de reconnaître le droit à un État pour le peuple palestinien et en accentuant la colonisation de territoires illégalement occupés, en construisant un mur au delà de la ligne verte reconnue internationalement, avec pour effet d'annexer de nouveaux territoires appartenant à la Palestine, [...] en se rendant coupable à Gaza de crimes de guerre contre toute une population civile, déjà assiégée, appauvrie, et affamée depuis des mois par un blocus illégal, Israël s'enfoncé toujours plus avant dans le déni de tous droits au peuple palestinien, en toute impunité.

C'est pourquoi le Collectif [...] soutient la demande de la société civile et politique palestinienne pour que des sanctions soient appliquées à Israël, dans le cadre de l'initiative non-violente Boycott, Désinvestissement, Sanctions, [et] appelle toutes les organisations à mener des campagnes de mobilisation pédagogiques conservant un caractère citoyen et non violent ».

Parmi les nombreux signataires : Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association des Tunisiens en France - AFPS - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Génération Palestine - GUPS - Les Alternatifs - Les Verts - LDH - MRAP - NPA - PCF - Union Juive Française Pour la Paix (UJFP) - Union syndicale Solidaires.

Des cinéastes s'engagent

Huit cinéastes palestiniens et israéliens* ont refusé la programmation de leurs films lors de la rétrospective intitulée « Tel-Aviv », organisée par le Forum des images avec le soutien de la Mairie de Paris, pour célébrer le centenaire de la capitale israélienne.

Extrait du courrier adressé par Eyal Sivan : « *La politique raciste et fasciste du gouvernement israélien et le silence complice de la plupart de ses milieux culturels pendant le récent carnage opéré à Gaza comme face à l'occupation continue et aux violations des droits humains et aux multiples discriminations à l'égard des Palestiniens sous occupation, ou aux citoyens palestiniens de l'Etat israélien, toutes ces raisons justifient que je maintienne une distance vis-à-vis de tout événement qui pourrait être interprété comme une célébration de la réussite culturelle en Israël ou un cautionnement de la normalité du mode de vie israélien. Puisque votre rétrospective fait partie de la campagne internationale de célébration du centenaire de Tel-Aviv et qu'elle bénéficie, à ce titre, du soutien du gouvernement israélien, je ne peux que décliner votre invitation* ».

* Hany Abu Assad, *Paradise Now* - Najwa Barakat, *Pomegranate* - Skandar Copti et Yaron Shani, *Ajami* - Maryse Gargour, *Jaffa, la mienne* - Anne Marie Jacir, *Le sel de la mer* - Shai Karmeli Pollack, *Bilin, mon amour* - Avi Moghrabi, *August* - Eyal Sivan, *Jaffa, la mécanique de l'orange* - Tamar Berger conférencière invitée.

BOYCOTT
ISRAELI
GOODS



Don't Squeeze a Jaffa
Crush the Occupation

Ne pressez pas une Jaffa
Ecrasez l'occupation

- **Boycott** des produits israéliens car ils ne respectent pas les normes de traçabilité permettant de distinguer les produits en provenance des colonies israéliennes, qui sont toutes illégales, de ceux issus de l'État d'Israël.
- **Désinvestissements** des entreprises étrangères tirant profit de l'occupation et de la colonisation.
- **Sanctions** contre Israël, et en particulier suspension des accords d'association UE-Israël tant que les droits de l'Homme sont bafoués, arrêt de la coopération militaire France-Israël, embargo sur les ventes d'armes à Israël.

Sanctions

Quand vous achetez des fruits et légumes marqués « en provenance d'Israël » 70 % sont produits dans les colonies en territoires palestiniens. Des entreprises comme Véolia, Alstom, la banque Dexia, participent aux investissements d'Israël dans les territoires occupés, à l'encontre du Droit international et des Conventions de Genève.

En France

- Agrexco-Carmel est une société israélienne qui exporte des fruits et légumes provenant principalement de la vallée du Jourdain. La région Languedoc-Roussillon veut investir 200 millions d'euros dans le port de Sète pour des chambres froides destinées à Agrexco afin d'y développer la vente de ses produits frais coloniaux en France et en Europe. Une forte mobilisation se met en place dans la région.

- L'AFPS est intervenue le 17 septembre 2009 auprès de « Nouvelles Frontières », et vous appelle à poursuivre cette démarche. En effet, dans le voyage proposé sous le titre « Un circuit idéal pour découvrir les plus beaux sites d'Israël », ce tour-opérateur y intègre les territoires palestiniens occupés.

En Europe

- Les douanes allemandes sont en procès avec la société Brita qui importe les produits Soda-Club en se faisant passer "made in Israël" pour bénéficier d'une régime douanier préférentiel.

- Un fonds de placement étatique norvégien ainsi que des églises anglo-saxonnes, se retirent de sociétés investissant dans les territoires occupés.

- Les syndicats britanniques et irlandais appellent au boycott des produits israéliens.

En Amérique du Sud

- Vénézuéla et Bolivie ont suspendu leurs relations diplomatiques avec Israël après l'attaque de Gaza.

- Le Mercosur (marché économique sud-américain) a refusé de signer un accord avec Israël.

En Loire-Atlantique

avec la plateforme des ONG pour la Palestine

- A l'occasion d'un match de l'équipe de basket du Makhabit de Tel-Aviv le 24 septembre au Palais des Sports de Beaulieu à Nantes, une cinquantaine de personnes ont informé le public du blocus de Gaza.

- Toutes les mairies ont reçu un courrier les invitant à voter une motion exigeant le respect des droits de l'Homme en Palestine et la suspension de l'accord économique préférentiel avec Israël.

- Les élus des collectivités territoriales ont été informés que Dexia, banque des collectivités françaises, finance le développement des colonies israéliennes et que Véolia construit des infrastructures pour les colons.

- Des actions d'information auprès des consommateurs sont en cours sur des produits ciblés des grandes surfaces.

N'achetez pas les produits israéliens

- Les fruits, légumes et produits frais (dattes, avocats, pamplemousses, oranges, patates douces, pommes de terre, fleurs) de marques : Jaffa, Carmel, Coral, Kedem, Eco-fresh, Biotop...

- Les cosmétique Ahava et certains produits pharmaceutiques Téva

- Les produits Soda-club "machines à gazéifier l'eau" sont fabriqués à côté de la grande colonie israélienne de Maale Adumin. En août 2008, *Ouest France et Presse Océan* présentaient pourtant dans un long article ce produit comme importé d'Israël et permettant « un geste pour l'environnement ». Or il est établi qu'il provient des territoires occupés et que l'occupant détruit l'environnement agricole et humain des Palestiniens en confisquant l'eau et en déversant ses déchets toxiques sur les terres palestiniennes.

- Des produits commercialisés sous des marques de distributeurs (jus d'orange, lingettes...) ; une partie des produits Jafaden.

En cas de doute, lisez bien les étiquettes et questionnez vendeurs et gérants sur la provenance du produit.

Desmond Tutu appelle au boycott d'Israël

Dans une interview du 29 août 2009 au quotidien israélien *Haaretz*, l'archevêque sud-africain Desmond Tutu a dénoncé le fait qu'Israël fasse "payer aux Palestiniens le prix de l'Holocauste" et a rappelé que "Pas plus que l'Afrique du Sud, Israël n'obtiendrait la sécurité par les armes, mais seulement à condition de reconnaître et respecter tous les droits de l'Homme".

Le prix Nobel de la Paix en a profité pour approuver les récents propos de l'opposant israélien Neve Gordon en faveur du boycott de son pays. Il a rappelé la nécessité de sanctions contre Israël et l'importance particulière du boycott sportif, ainsi que son efficacité pour combattre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. "Comme nous vivions dans un pays entiché de sport, cela a permis de toucher les gens ordinaires. Cela a été l'un des outils psychologiques les plus puissants". Ce sont, a-t-il déclaré, ces sanctions qui ont "donné de l'espoir à notre peuple en lui montrant que le monde s'en souciait".

GAZA... dix mois après l'agression israélienne

Gaza, toujours sous blocus économique maintenu par Israël

- En 2005 il rentrait 9 500 camions par mois ce qui était considéré comme insuffisant.

- En juillet 2009, 2 231 camions ont franchi le blocus !

Gaza où il faut attendre en moyenne :

- 85 jours pour recevoir des matériaux de construction

- 68 jours pour recevoir les produits pour la santé et la pédiatrie

- 39 jours pour recevoir les articles de ménage : des lits et des appareils culinaires.

Parmi les objets retardés : les cahiers et manuels scolaires, actuellement 120 camions de papeterie sont bloqués, attendant une autorisation.

- 70 % des Gazaouis vivent avec moins de un dollar par jour

- 75 % dépendent de l'aide alimentaire

- 60 % n'ont pas l'accès quotidien à l'eau potable

20 000 habitants sont toujours déplacés, la reconstruction n'ayant pas eu lieu.

Ne les oublions pas.

Les chiffres sont ceux d'un rapport de l'ONU publié par le *Guardian* du 18 septembre 2009.



La population de Gaza exhorte la communauté internationale à aller au-delà des paroles de condamnation. Le siège continue, il est temps pour nous d'agir.

Le 1er janvier 2010, nous marcherons aux côtés du peuple de Gaza en une manifestation non violente qui brisera le blocus illégal.

Plus de renseignements : www.france-palestine.org

Liste des produits interdits par les autorités israéliennes dans la bande de Gaza

"Israel bans books, music and clothes from entering Gaza"

Amira Hass *Haaretz* 17/05/2009

allumettes	draps	pièces de rechange
ampoules	essence et diesel	pour voiture
aiguilles	pour voiture	ou machines
bougies	fil	produits laitiers
café	instruments de	réfrigérateurs
chaussures	musique	semoule
couverture	jouets	tasses
ciment	livres	thé
couverts	matelas	tissu
crayons	machines à laver	vêtements

Le rapport Goldstone

Malgré de très vives pressions américaine et israélienne, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a adopté le 16 octobre 2009 le rapport du juge sud-africain R. Goldstone enquêtant sur la situation après l'offensive israélienne contre la population palestinienne de Gaza en décembre-janvier derniers. Ce rapport de 575 pages dénonce les crimes de guerre israéliens, « *de possibles crimes contre l'humanité* » et dans une moindre mesure ceux de groupes armés palestiniens. La résolution, qui porte sur « la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est » approuve ainsi la demande d'enquêtes nationales indépendantes des deux parties pour sanctionner les responsables de crimes. La résolution, dans son préambule, condamne aussi la poursuite de la colonisation israélienne en territoire palestinien.

Lors de ce vote, les États-Unis ont voté contre, et la France n'a pas pris part au vote...

Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien

Le samedi 28 novembre à 14 h 30 devant la Préfecture à Nantes, la plate-forme des ONG Nantaises pour la Palestine vous appelle à manifester :

- Pour la réouverture de Gaza, afin notamment d'en permettre la reconstruction
- Pour l'arrêt immédiat de la colonisation, vers la fin de l'occupation
- Pour la mise en œuvre, par le conseil de sécurité de l'ONU, des recommandations du rapport de la mission du Conseil des droits de l'Homme menée par le juge Goldstone.

Nous vous proposons de faire, pendant ce rassemblement, une pyramide avec les produits interdits d'entrée dans Gaza.

Vous pouvez apporter : des matériaux, parpaings par exemple, vieux sacs de ciment, des boîtes en carton vides de différentes tailles sur lesquelles vous collerez des étiquettes indiquant les produits concernés, des emballages d'appareils ménagers...

N'hésitez pas à faire preuve d'imagination en vous aidant de la liste ci-contre.

La galère des marins pêcheurs de la bande de Gaza, sous blocus israélien

Le Monde 13.10.09

Le regard embrasse un décor de carte postale : sur la plage, des pêcheurs, par groupes de cinq ou six, tirent de grands filets oblongs. Dans l'anse du port, des dizaines de barques effilées, certaines de couleurs vives, sont à l'ancre. D'autres longent la côte à petite vitesse, ainsi que quelques chalutiers de faible tonnage, sur une mer d'huile. Tous restent à peu de distance du rivage. Un coup d'oeil sur la ligne d'horizon explique pourquoi : ces masses sombres, de loin en loin, sont des patrouilleurs de la marine israélienne. Le blocus maritime de Gaza est une nasse : gare aux pêcheurs qui s'y font prendre.

Mulets, sardines, rougets, calamars, petits requins, et casiers de crevettes sont alignés sur le sol de la criée, attendant les acheteurs. Il n'en vient pas, et Saëd Bakr, le poissonnier, se désole. « *Il y a du poisson mais pas de clients. Avant le blocus, indique-t-il, nous ramenions 3 ou 4 tonnes de poisson chaque jour, contre 800 kilos aujourd'hui.* » Sur la jetée du port, Abdel Rahmane Miqdad se tient devant sa barque de 8 mètres, et sa colère ne tarde pas à poindre : « *Normalement, je pêche tous les jours, mais quand j'aperçois les navires israéliens, je ne sors pas. Quand on dépasse la limite, ils ouvrent le feu immédiatement. Quel est notre avenir ?* »

Bien des raisons expliquent le blues des pêcheurs de Gaza. Après la seconde Intifada, en 2000, la limite de pêche au large avait été ramenée, selon les accords d'Oslo de 1993, de 20 milles marins (37 km) à 6 milles de la côte. Depuis la guerre de Gaza (27 décembre 2008 - 17 janvier 2009), elle n'est plus que de 3 milles (5,5 km) avec des zones tampon au sud et au nord, respectivement de 1,5 et 3 milles de large, interdites à toute navigation. [...]

La diminution n'est pas considérable, mais Adel Attalah, directeur du département pêche au ministère de l'agriculture, explique pourquoi : « *La crise et les pénuries qui sévissent à Gaza ont poussé des tas de gens à pêcher pour leur compte, pour nourrir leur famille.* » Sur les 3 600 pêcheurs de Gaza, 2 000 seulement sont des professionnels. Une pêche intensive se déroule ainsi très près des côtes, dans un périmètre ramené à la

portion congrue, ce qui signifie que des poissons de plus en plus petits sont pris dans les filets, au détriment de la reproduction. « *Les ressources halieutiques s'épuisent, insiste M. Attalah, à terme, cela signifie un désastre écologique.* »

Les maux que subissent les pêcheurs peuvent être plus redoutables. Nizar Ayash, président du Syndicat des pêcheurs de Gaza, raconte les humiliations subies par les pêcheurs arraisonnés par la marine israélienne : « *Quand ils ne tirent pas, ils forcent les pêcheurs à monter à bord, ils les déshabillent et sou- vent les emmènent à Ashdod.* »

De Gaza, on distingue sans peine les cheminées de ce port qui abrite une partie des navires de guerre israéliens. Que s'y passe-t-il ? Des interrogatoires et, selon Nizar Ayash et le pêcheur Abdel Rahmane Miqdad, du chantage : les pêcheurs sont invités à espionner le Hamas, en échange d'argent ou d'avantages en nature, et parfois de menaces...

La plupart sont relâchés dans la journée, mais deux pêcheurs, assure Abdel Rahmane Miqdad, ne sont jamais revenus. Adel Attalah tient ses comptes : « *Depuis la fin de la guerre (de Gaza), nous avons eu plus de deux cents incidents. Quatre pêcheurs ont été tués, et vingt blessés. Il ne se passe plus de jour sans qu'un pêcheur soit arrêté ou blessé. Or nous n'avons pas d'instruments de navigation, comment voulez-vous que nous respections la zone des 3 milles ?* » Le 31 août, assure-t-il, la marine israélienne a ouvert le feu sur un chalutier, qui a pris feu. Celui-ci a été remorqué à terre, et le gouvernement du Hamas a remboursé 20 000 dollars (13 600 euros) au patron-pêcheur.

[...]

Laurent Zecchini



Où est le soutien du maire de Nantes au peuple palestinien ?

Une étrange scène s'est déroulée samedi 5 septembre au parc du Grand Blottereau, une heure avant l'inauguration de « La Folie des plantes ». Une vingtaine de personnes représentant les ONG nantaises pour la Palestine se trouvent réunies à « L'espace Méditerranée » dans l'ombre bienfaisante de quelques oliviers. On attend des représentants de la mairie pour procéder à la plantation officielle d'un jeune olivier offert par la mairie de Nantes, rappelant les souffrances du peuple palestinien.

Arrive la délégation officielle constituée de deux adjoints accompagnés de quelques collaborateurs. L'assistance se réjouit déjà de voir la grande ville de Nantes manifester son empathie pour les souffrances de ce peuple oublié par l'histoire... Et voici que cette modeste cérémonie symbolique attendue depuis si longtemps devient dérisoire. On s'attendait à une prise de parole des élus, à des remerciements des ONG, à une photo de presse et à entendre évoquer par les uns et les autres quelques principes du Droit international bafoués depuis si longtemps dans cette région. Un participant aux missions civiles de protection internationale aurait pu dire par exemple l'importance de cet arbre dans l'économie palestinienne et rappeler qu'il est de plus en plus dangereux d'en faire la récolte sous les harcèlements des colons... Rien de tout cela, mais le simple dévoilement d'une plaque où s'inscrivent les mots « Olivier de la paix, planté le 5 septembre 2009 ». Aucune mention de la Palestine, ni de son occupation, aucun commentaire sur les massacres de Gaza ou l'accroissement continue des colonies. L'assistance médusée vient d'assister à la plantation d'un olivier de plus dans « L'espace Méditerranée » du parc du Grand Blottereau.

Désormais, les promeneurs qui l'ignoraient encore sauront que l'olivier est un arbre qui symbolise la paix, mais ils ne sauront rien du soutien si discret de la mairie de Nantes à ce petit peuple et à ce petit pays dont le nom même est imprononçable.

Ouest France n'a ni publié ce courrier de lecteur ni couvert l'évènement ce qui est plutôt rare lorsque des élus se déplacent...

Salah Hamouri

François Cluzet, acteur, membre du comité de soutien à Salah Hamouri a eu le courage, lors d'un journal télévisé de rappeler que ce jeune franco-palestinien est emprisonné en Israël depuis près de cinq ans et que nos dirigeants ne font rien pour l'en sortir.

Paysans palestiniens en Loire Atlantique

A l'initiative de l'AFPS et de la Confédération paysanne, deux paysans palestiniens représentant leur syndicat (PFU) sont venus débattre le 16 octobre dernier à Puceul de la situation dans leur pays. Devant 130 personnes, ils ont dénoncé l'occupation et la colonisation israélienne ainsi que l'asphyxie de l'économie palestinienne, nous invitant à agir concrètement en achetant l'huile d'olive de leur pays, en signant la pétition pour la libération du jeune franco-palestinien Salah Hamouri emprisonné par Israël et en venant en Palestine pour témoigner au retour. L'un d'eux a également présenté la campagne de boycott des produits israéliens.

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP), dans un communiqué annonçant sa mort, retrace la vie de Marek Edelman, commandant en second de l'insurrection du ghetto de Varsovie. Il a toujours refusé l'idéologie sioniste préférant rester en Pologne plutôt qu'émigrer en Israël. M. Edelman n'a jamais cessé de dénoncer la politique des gouvernements israéliens. Il était solidaire des Palestiniens qu'il considérait comme des partisans face à l'occupation.

BULLETIN D'ADHESION

Nom Prénom

Adresse

e-mail tél.....

Je cotise dans la tranche n° soit €

Chèque à l'ordre de l'AFPS 44 à envoyer à l'association 21, allée Baco 4400 Nantes (un reçu fiscal sera envoyé).

tranche	revenus mensuels	cotisation annuelle
1	- 500 €	10 €
2	500 - 1 000 €	25 €
3	1 000 - 1 500 €	40 €
4	1 500 - 2 000 €	55 €
5	2 000 - 2 500 €	70 €
6	2 500 - 3 000 €	85 €
7	3 000 - 3 500 €	100 €
8	+ 3 500 €	120 €